

## Préface

Dominique SCHNAPPER

Directrice d'études au Centre de recherche historique de l'EHESS

Cet ouvrage soulève des interrogations sociologiques que les auteurs tentent de renouveler à partir de points de vue différents et complémentaire, tous heuristiquement féconds. En profondeur, il traite du problème fondamental des relations entre les individus et les entités politiques constituées, les unes où ils résident, que ce soit de manière permanente ou provisoire, les autres dont ils se souviennent ou qu'ils rêvent. L'imaginaire fait aussi partie du réel. Depuis que la mobilité semble faire partie de la condition de l'homme moderne, les sociologues se sont interrogés sur sa signification. Dans la modernité, l'ordre mondial est organisé en Etats nationaux (ou « nations » au sens d'unités politiques reconnues par les organisations internationales) définis par la relation, tendant à la congruence, entre une population, des institutions politiques, une culture et un territoire. Cette formule me paraît plus juste que celle, rendue célèbre par Ernest Gellner: *nationalism is primarily a political principle, which holds that the political and the national unit should be congruent* (1983, 1). Gellner tend à oublier ou marginaliser la dimension politique et le lien qui unit les nationaux à un territoire particulier. Dans le concert mondial des nations indépendantes, créées à la suite des revendications nationalistes des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, qu'en était-il des migrants dont l'existence même semblait rompre le lien entre les individus et la nation? La culture qu'ils élaboraient était-elle un « entre-deux », entre-deux entre deux cultures (ou plus) ou bien aboutissaient-ils à une culture nouvelle, essentiellement singulière? Et si l'on s'interroge sur le monde d'aujourd'hui, dans lequel les nations sont affaiblies, quel sens a pris la migration récemment et que devient une éventuelle culture de « l'entre-deux »? La mobilité des hommes et l'élaboration de cultures de « l'entre-deux » par les individus migrants depuis la seconde guerre mondiale ne révèlent-ils pas, comme le suggérait déjà Simmel, la condition même de l'homme moderne?

Au temps des nations triomphantes, la place faite aux migrants n'était pas différente de celle qui était réservée aux membres des diasporas, condition que nous avons longuement analysée, Chantal Bordes-Benayoun et moi, dans nos travaux et, en particulier, dans la première partie de *Diasporas et nations* (2006). Parce que l'ordre du monde était organisé en Etats nations indépendants, les migrants – ceux qui passent d'une nation à l'autre de manière permanente ou provisoire – étaient minoritaires, dans la mesure où il apparaissait « normal », au sens à la fois statistique et normatif du terme, de vivre là où on était né, de vivre dans le pays auquel on « appartenait ». Le terme même de « l'appartenance » est significatif, il implique que les individus faisaient partie d'un tout, comme si ce n'était pas eux qui l'élaboraient par leur action et leur volonté. Mais le statut de minoritaires ne suffisait pas à définir cette condition. Même lorsqu'ils étaient nécessaires à la vie économique – doit-on dire parce qu'ils étaient nécessaires à la vie économique ? – les nouveaux venus, comme les membres des diasporas, étaient l'objet d'un soupçon généralisé. Suspects par nature – n'étaient-ils pas les espions d'un pays étranger ? – ils étaient aussi étranges puisque, par définition, leur mode de vie et leur langue étaient différents. De l'étrangeté nationale ceux qui avaient le privilège d'être installés concluaient à l'étrangeté culturelle dans la mesure même où toute nation visait à établir l'homogénéité culturelle de ses membres. Contre tous les étrangers ou contre tous les membres des diasporas les stéréotypes hostiles se renouelaient tout en maintenant les mêmes traits dévalorisants, de la saleté à la dangerosité. Norbert Elias a montré, dans un ouvrage devenu justement classique, que les nouveaux venus, même objectivement semblables aux installés (même nationalité, même classe sociale), n'en étaient pas moins infériorisés dans la vie sociale d'une banlieue ouvrière anglaise par ceux qui y étaient installés depuis plusieurs décennies (Elias, 1965). Les migrants, *a fortiori*, ne pouvaient qu'être assignés au rôle infériorisé de ceux qui ne sont pas d'ici et dont toutes les étrangetés sont condamnées au nom de la culture locale qui, elle, par définition, va de soi. Elle est donc « la » culture par excellence, aune à laquelle sont comparés et dévalorisés les traits culturels, quels qu'ils soient, de « l'étranger ».

Cette réaction est si fondamentale qu'on la retrouve même dans les pays, tels ceux des Amériques, qui furent entièrement formés par l'immigration libre ou imposée, où les besoins de populations furent toujours grands et où l'immigration fait partie intégrante du mythe national. Les Pères fondateurs des Etats-Unis ne prétendaient-ils pas avoir créé le pays de la liberté où

tous ceux qui ne pouvaient la trouver dans leur propre pays pourraient la rejoindre? Pourtant chaque grande vague d'immigration, après les WASP, fut accompagnée de mouvements violents de xénophobie. Les réactions dites « nativistes » se manifestèrent, successivement ou concurremment, contre les descendants des esclaves africains juridiquement libérés après la guerre de Sécession, contre les « papistes » irlandais, puis italiens, contre les Juifs fuyant les pogroms de l'Europe de l'Est. Se souvient-on encore que les Juifs furent longtemps interdits à l'entrée dans les universités de l'*Ivy league* (les grandes universités de la côte Est) et qu'ils ne purent y accéder qu'après la seconde guerre mondiale? Les Chinois, qui construisirent dans des conditions atroces le chemin de fer qui relie la côte Est à la côte Ouest, furent l'objet de mesures vexatoires et discriminatoires particulièrement féroces. On n'oubliera pas que lors de la seconde guerre mondiale, les Japonno-Américains furent internés par force dans des camps, tant on les considérait comme des ennemis potentiels malgré leur nationalité américaine et leur comportement exemplaire.

Nous ne sommes plus au temps des nations triomphantes depuis la seconde guerre mondiale parce que les horreurs du xx<sup>e</sup> siècle ont été attribuées à l'exaspération des sentiments nationalistes et, d'autre part, parce que les frontières nationales sont constamment dépassées par les techniques et le développement d'une économie au moins partiellement mondialisée. La crise récente l'a montré. Les migrations, d'autre part, se sont multipliées, pas seulement entre pays pauvres et pays riches, mais aussi entre pays pauvres. Le sens de la migration et l'avènement des cultures « entre-deux », c'est-à-dire des cultures élaborées par ceux qui « n'appartiennent » pas à deux ou plusieurs cultures, mais se réfèrent à deux ou plusieurs cultures ne se sont-ils pas transformés? Les étrangers, les migrants et, plus généralement, ceux qui sont liés, d'une manière ou d'une autre, à deux ou plusieurs nations sont-ils de plus en plus nombreux? Sont-ils aujourd'hui mieux acceptés ou bien le sentiment de l'altérité à l'égard des nouveaux venus se maintient-il malgré leur plus grand nombre? Et, autre interrogation, révèlent-ils la vérité de notre monde qui tend à se mondialiser? Ont-ils cessé de constituer des « exceptions », en d'autres termes, sont-ils les véritables individus de la modernité tardive? Portent-ils des valeurs qui sont, de plus en plus, les valeurs humaines par excellence? Sont-ils les révélateurs d'un monde qui serait désormais caractérisé par la mobilité?

A ces questions, l'ouvrage qui suit apporte des éléments de réflexion et de réponse. Je ne saurais parler au nom des auteurs dont on découvrira

avec bonheur les analyses. Je voudrais simplement ajouter quelques éléments pour me joindre à leurs interrogations.

Le nombre des migrations ne change pas l'épreuve de ceux qui décident de quitter leur pays pour des raisons à la fois économiques et politiques – sans qu'il soit possible de peser dans leur décision ce qui tient aux unes et aux autres : les pays les plus pauvres sont aussi les moins libres ; quant aux migrants entre pays pauvres, ils sont poussés par la nécessité, souvent par la guerre et toujours par la misère. L'aspiration des plus jeunes à quitter leur pays prend des formes différentes, mais le mouvement n'est pas destiné à se ralentir dans un univers qui tend à se mondialiser. Leur installation dans un autre pays, plus ou moins volontaire, peut être provisoire ou définitive. C'est pourquoi je préfère le terme de «pays d'installation», plus neutre que celui de «pays accueil» : les formes de «l'accueil» sont souvent ambiguës, pour parler en termes modérés. Mais cette installation continuera à susciter des réactions, au mieux, réservées, au pire, hostiles. On ne peut manquer d'observer que l'identification à la nation, ou, en tous cas, à un groupe d'appartenance plus proche, reste assez fort pour que l'Autre – et inévitablement le migrant est un «autre» – apparaisse comme étrange et potentiellement dangereux. Dangereux pour des raisons politiques ? Plus rarement aujourd'hui qu'au temps des patriotismes ardents ; mais dangereux parce qu'il remet en cause ce qui va de soi, la manière de vivre ensemble selon des normes admises par tous et d'autant plus fortement intériorisées qu'elles sont inconscientes. Si la relation à la nation est devenue essentiellement identitaire et non plus politique, il ne rend pas la cohabitation plus facile avec les autres – au contraire. Il est plus facile de participer à des institutions politiques communes que de faire partager un sentiment de communauté partagée.

La notion même de culture de «l'entre deux» demande réflexion. D'abord cet «entre deux» est souvent un «entre trois» ou même «entre quatre» cultures. Même dans les cas où il s'agit bien d'une double référence, par exemple dans le cas des enfants de migrants socialisés dans le pays d'installation auxquels les parents ont transmis par la vie familiale certains traits de leur culture d'origine, les deux «cultures» à partir desquels ces descendants de migrants doivent élaborer leur propre culture ne sont pas de même nature. L'une est celle de la réalité concrète, des exigences et des obligations imposées par la société où ils sont nés et à laquelle ils participent, alors que l'autre est formée des bribes d'une culture du passé. Les parents transmettent des souvenirs d'une culture qui n'est plus celle du pays d'origine qui, lui, a continué à évoluer. L'épreuve de la migration

à rendu ces souvenirs plus précieux, mais aussi étrangers à toute réalité concrète. D'où cette réaction des parents migrants, les uns accrochés à une culture traditionnelle dépassée et décontextualisée – effort vain pour transmettre un passé qui ne passe pas –, les autres abandonnant toute direction de leurs enfants, qui leur sont devenus étrangers. Les enfants des migrants, eux, ne peuvent que rêver le pays d'origine de leurs parents sans pouvoir le connaître, puisque le Portugal ou l'Algérie que certains parents veulent transmettre n'existent plus que dans leur nostalgie. Ils sont confrontés à une réalité bien différente quand ils accompagnent leurs parents dans le pays d'origine. La culture du présent, de l'ici et maintenant, *hic et nunc*, est contraignante. Dans cet «entre-deux» inégal, ils élaborent une culture singulière dans laquelle les données de leur destin social dans le pays d'installation se mêlent aux souvenirs transmis par les parents et aux rêves d'un pays qui n'existe plus. Les membres des diasporas ont aussi rêvé d'un «retour» à un pays d'origine, symbolique, nimbé de rêves transmis de génération en génération et de significations religieuses ou identitaires, où peu d'entre eux sont effectivement partis lorsqu'ils en ont eu l'occasion de le faire. Combien d'Américano-Arméniens ou de Français-Arméniens sont-ils «retournés» s'installer à Erevan – où, souvent ni eux-mêmes ni leurs parents n'étaient jamais allés – après l'implosion de l'Union soviétique?

Lorsque les hommes sont rendus mobiles par le progrès technique et par la mondialisation de l'économie, le nombre de ceux qui se réfèrent à des cultures diverses augmente. Chacun élabore alors à partir de ces références diverses une culture à la fois individuelle et collective, qui risque d'être singulière, propre à chaque individu. Si l'on ne peut que célébrer la liberté de chacun de protéger sa singularité – la diversité est par elle-même une valeur démocratique et l'unité imposée est le propre des régimes tyranniques et totalitaires –, on doit aussi s'interroger sur les limites des particularismes. Toutes les diversités ne sont pas par elles-mêmes des progrès. Des traits hérités, comme le mariage forcé et l'excision des femmes ou bien l'esclavage, sont à condamner au nom de critères universels, à savoir la liberté de tout être humain d'échapper à son héritage culturel et à sa nature biologique. La célébration de la culture de «l'entre deux» ne saurait aboutir à cautionner tous les traits de toutes les cultures.

Il faut, d'autre part, partager certaines valeurs communes pour participer de manière humaine à une vie collective avec ses contraintes inévitables. Il faut que migrants, enfants et descendants de migrants

et « installés » – ceux qui se pensent et sont considérés comme tels –, acceptent les principes et les pratiques de la citoyenneté – jusqu'à présent nationale – qui permettent à ceux qui viennent de loin et à ceux qui vivent ici depuis plus longtemps, aux pauvres et aux riches, aux favorisés et aux marginaux de se référer aux mêmes valeurs politiques et de lutter pour que les démocraties ne soient pas trop infidèles aux valeurs dont elles se réclament et qui les légitiment – idée régulatrice des comportements collectifs. L'absence de règles communes et les échanges qui échappent à tout contrôle se font toujours aux dépens des plus désarmés. La mobilité des hommes reste plus limitée que l'image qu'on s'en fait volontiers. Ses conséquences ne sont pas heureuses pour tous. Elle n'est pas nécessairement une valeur en soi. Les plus fragiles sont soucieux de se protéger dans les habitudes héritées. Combien ne migrent que par nécessité plus que par vocation ? Qui a choisi d'être un « Juif errant » ? La condition de l'homme moderne, capable de partir, de ne pas s'enraciner et de concilier des traits culturels venus de pays différents, est éprouvante, elle est exigeante. Elle n'est pas adaptée à tous. Elle convient aux plus capables. Les migrants sont toujours plus jeunes, souvent plus qualifiés, toujours plus entreprenants que ceux qui restent. Le défi de la mobilité et de la modernité met une forte pression sur les hommes. Il ne faut pas oublier ceux qui ne sont pas capables d'affronter une mobilité qui se traduit souvent par l'absence de règles et la loi du plus fort. Si la mobilité révèle la condition de l'homme moderne, elle souligne le coût de la modernité. On ne saurait célébrer la mobilité généralisée – qui comporte des limites de fait – sans voir le prix de cette mobilité, favorable aux plus habiles ou aux plus actifs, redoutable pour les plus fragiles. Il faut aussi protéger les plus faibles pour que les sociétés restent humaines.

#### Bibliographie

- Bordes-Benayoun C. et Schnapper D. (2006), *Diasporas et nations*, Paris, Odile Jacob.
- Elias N. (1965), *The Established and the Outsiders*, Londres, Cass.
- Gellner E. (1983), *Nations and nationalism*, Oxford University Press.